

**Arrêté n° 2023-2109 portant nomination du jury pour la délivrance du certificat de capacité en droit deuxième année pour les épreuves écrites au titre de l'année 2023-2024**

La Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,

Vu le Code de l'éducation et notamment les Livres VI, VII et VIII relatifs à l'enseignement supérieur ;  
Vu l'arrêté du 3 août 1994 relatif au diplôme d'accès aux études universitaires ;  
Vu le décret n° 56-348 du 30 mars 1956 modifiant le régime des études et des examens en vue du certificat de capacité en droit ;  
Vu l'arrêté du 25 avril 2019 accréditant l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en vue de la délivrance de diplômes nationaux, du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;  
Vu l'arrêté n°2021-40 du 14 janvier 2021 portant proclamation des résultats de l'élection de Christine Neau-Leduc à la présidence de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;  
Vu les statuts de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

**ARRÊTE**

Article 1 – Composition du jury

Le jury qui délivrera le certificat de capacité en droit est composé pour l'année universitaire 2023-2024 de :

- Laureen Sichel , Président
- Bérénice Bauduin
- Camille Chaserant
- Jenny Frinchaboy
- Isabelle Hasquenoph
- Mathias Houssin
- Gabriel Lattanzio
- Robin Medard Inghilterra
- Olivier Milhac
- Christophe Sanson

Article 2 – Publicité

Ces dispositions sont portées à la connaissance des étudiants par affichage et diffusion sur le site de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Article 3 – Exécution

Le Directeur Général des Services et le Directeur de la composante (UFR ou Institut), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28/11/2023

La Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Christine NEAU-LEDUC

*L'original de cet arrêté est disponible dans les locaux de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles au Centre Panthéon situé 12 place du Panthéon, 75231 Paris*

**Voies et délais de recours :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois suivant sa publication auprès du Tribunal Administratif de Paris situé au 7 Rue de Jouy, 75004 Paris.*